

ECOFINANCES

Numéro 77

Mai 2023

- DGFIP
- DOUANE
- CENTRALE
- UGA
- INSEE
- CCRF
- INPI
- UGAP
- EXPERTISE FRANCE
- BUSINESS FRANCE
- JURIDICTIONS FINANCIERES
- URFU
- USAC
- CHAMBRES MÉTIERS
ARTISANAT
- AGENCE FRANÇAISE
DE DÉVELOPPEMENT



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**NUMÉRO SPÉCIAL
DÉCRYPTAGE DE LA
RÉFORME DES RETRAITES**



SARVAL

SARIAGroup

RESPECTER | VALORISER | INNOVER

SARVAL est spécialisée dans l'élaboration de substrats protéiques à base de matières d'origine animale, destinés à être utilisés en fertilisants, en alimentation pour l'aquaculture ou en application technique pour l'industrie chimique. SARVAL dispose de deux sites industriels transformant les sous-produits animaux de catégorie 3 contenant du ruminant.



www.saria.fr

SARVAL EST
Établissement de Mulhouse
Tél : 03.89.31.04.36
Fax : 03.89.61.73.85
Email : pascal.wilser@saria.fr



Union Nationale des Syndicats Autonomes Finances :

6 rue Louise Weiss - Bat. Condorcet
Télédoc 322 - 75703 PARIS CEDEX 13
Tél. 01 44 97 30 57 - 01 44 97 33 05
<https://finances.unsa.org/>

ECOFINANCES N°77

MAI 2023

Directeur de la publication :

Hervé PAPIN

CPP n°3998 D 73 S

Abonnement annuel 10€

Service gratuit aux adhérents

Dépôt Légal à parution du bulletin

Date de parution : MAI 2023

Mail :

• federation-unsas@syndicats.finances.gouv.fr

Site internet :

• <https://finances.unsa.org/>



Réalisation et mise en page :

Editions Méditerranée

350 Avenue du Prado

13008 MARSEILLE

Email : editions.mediterranee@orange.fr

Tél : 04 91 16 73 67

Régie publicitaire :

Editions Méditerranée



Imprimerie :

MEDIA PRINT

ZAC St Martin

23, rue Benjamin Franklin

84120 PERTUIS

Tél. : 04 90 68 65 56

Fax : 04 86 85 51 24

serviceprint.fr



ECOFINANCES



SOMMAIRE

1	■ Edito 4
2	■ Décryptage des principales mesures 7 à 22 de la réforme des retraites 2023
3	■ Les militants et militantes 23 à 28 UNSA Finances dans l'action contre la réforme des retraites
4	■ Inflation et pouvoir d'achat, 29 la revalorisation de nos rémunérations ne peut plus attendre
5	■ L'UNSA Fonction publique dépose 30 un recours pour excès de pouvoir

ACCOMPAGNER
LES AGENTS DU
SECTEUR PUBLIC
DANS LEURS
PROJETS,

C'EST ÇA
ÊTRE À LA
HAUTEUR DE
NOS CLIENTS.



**BANQUE FRANÇAISE
MUTUALISTE**

LA BANQUE DE CHAQUE AGENT DU SECTEUR PUBLIC

Banque Française Mutualiste - Société anonyme coopérative de banque au capital de 179 794 404,25 EUR. 326 127 784 RCS Paris.
Siège social: 56-60 rue de la Glacière - 75013 Paris.

Société Générale - S.A. au capital de 1 062 354 722,50 EUR. RCS Paris 552 120 222. Siège social: 29 boulevard Haussmann - 75009 Paris.

RETROUVEZ-NOUS SUR [BANQUEFRANCAISEMUTUALISTE.FR](https://www.banquefrancaisemutualiste.fr) ET CHEZ NOTRE PARTENAIRE  SG 



EDITO HERVÉ PAPIN

secrétaire général de la fédération
UNSA Finances

Malgré la validation de la réforme des retraites par le Conseil Constitutionnel le 14 avril dernier, la contestation de la légitimité de cette réforme reste bien ancrée dans les esprits et les actions continuent pour montrer la détermination des salariés et des syndicats.

En parallèle de cette contestation qui a résonné de belle façon au 1er mai, d'autres dossiers deviennent aussi prioritaires, tant au niveau de la fonction publique que de nos ministères économiques et financiers. Celui de la revalorisation des rémunérations qui est indispensable pour combler l'écart creusé par l'inflation.

Celui de la PSC, Protection Sociale Complémentaire (Mutuelle), qui doit aboutir à un nouveau système de mutuelle pour nos ministères début 2025 mais qui nécessite un gros travail de négociation pour

un système amélioré de mutuelle et de prévoyance mais aussi un gros travail de mise en place avec l'opérateur qui sera choisi en 2024.

Celui des carrières et promotions qui a trop longtemps été mis de côté et qui doit être revalorisé pour permettre une attractivité de nos métiers.

Je rajoute le dossier des conditions de travail et du temps de travail, indispensable à mettre sur la table de la négociation, tant le télétravail a modifié nos organisations du travail dans nos services.

Voilà de quoi nous mobiliser encore de nombreux mois !

Calendrier de la paye 2022 à janvier 2024

Décembre 2022	21	Mai 2023	26	Octobre 2023	27
Janvier 2023	27	Juin 2023	28	Novembre 2023	28
Février 2023	24	Juillet 2023	27	Décembre 2023	20
Mars 2023	29	Août 2023	29	Janvier 2024	29
Avril 2023	26	Septembre 2023	27		

MODERNE CONTEMPORAIN SUR MESURE



Nous sommes votre partenaire pour tout projet de construction
Villas sur mesure



www.kosudconstruction83@gmail.com



DÉCRYPTAGE DES PRINCIPALES MESURES RÉFORME DES RETRAITES 2023

Vendredi 14 avril dernier, le Président de la République a promulgué **quelques heures après l'avis du Conseil constitutionnel** la loi de financement rectificative de la sécurité sociale pour 2023. **C'est cette loi qui instaure notamment le recul de l'âge légal du départ en retraite de 62 à 64 ans.**

Vous trouverez dans les pages suivantes le premier décryptage qui met aussi en relief les éléments censurés par le conseil constitutionnel.

Pour notre part, à l'UNSA, nous continuons de nous opposer à cette loi.

Les manifestations du 1er mai démontrent encore une grande mobilisation du monde syndical et de l'ensemble des salariés à cette loi..

FERMETURE DES « PRINCIPAUX » RÉGIMES SPÉCIAUX DE RETRAITE

La loi prévoit la **fermeture des régimes spéciaux de retraite** des industries électriques et gazières (IEG), de la Régie autonome des transports parisiens (RATP), des clercs et employés de notaire (CRPCEN), de la Banque de France, et des membres du Conseil économique, social et environnemental (CESE) **pour les agents qui seront recrutés à compter du 1^{er} septembre 2023.**

Les agents de ces organismes ou professions seront désormais affiliés au régime de droit commun pour l'assurance vieillesse et à l'Agirc-Arrco pour le régime complémentaire.

Pour l'UNSA, cette mesure n'était pas nécessaire au vu de la convergence déjà engagée par les réformes passées. Le gouvernement s'est appuyé sur le seul



- CARROSSERIE PEINTURE •
- MÉCANIQUE •
- RESTAURATION VÉHICULES ANCIENS •
- PASSAGE AU MARBRE •
- RÉPARATION ALUMINIUM •
- DÉBROSSAGE SANS PEINTURE •
- PARE BRISE •
- COMPOSITE •
- DÉPANNAGE •

coreca@orange.fr



05 61 06 54 55 • 06 09 83 32 38

1 Avenue Léonard de Vinci
31880 LA SALVETAT-SAINT-GILLES

argument que ces régimes faisaient perdurer des injustices entre les travailleurs, ce que réfute totalement l'UNSA !

MISE EN PLACE D'UN INDEX SENIORS

La mesure impose aux **entreprises d'au moins 300 salariés** de publier des indicateurs de suivi de la politique menée en matière de recrutement et de maintien en emploi des seniors. La liste des indicateurs sera fixée par décret. Ils devront être genrés. La négociation collective de branche pourra les adapter.

Les entreprises devront rendre publics ces indicateurs, par une communication externe et au sein de l'entreprise, et les transmettre au ministère chargé du Travail. **L'absence de publication de cet index sera sanctionnée** par le versement d'une contribution assise sur un pourcentage de la masse salariale (dans la limite de 1 %). Son produit sera affecté à la Cnav.

Les entreprises qui constateront la détérioration de ces indicateurs pour le 3ème exercice consécutif, devront engager des négociations en vue d'améliorer l'emploi des seniors dans un délai de 6 mois. À défaut, elles devront établir un plan d'action.

Les entreprises pour lesquelles les indicateurs auront atteint une valeur maximale ou minimale démontrant que l'objectif d'amélioration de l'embauche et du maintien en activité des seniors est atteint ne seront pas soumises à l'obligation de couverture par un accord ou un plan d'action.

Les entreprises devront obligatoirement **négocier sur l'emploi des seniors dans le cadre de la négociation sur la gestion des emplois et des parcours professionnels (GEPP)** en s'appuyant sur les indicateurs de l'index.

L'obligation de publication des indicateurs s'appliquera **dès 2023 pour les entreprises d'au moins 1 000 salariés, avant d'être généralisée au 1er juillet 2024** pour les entreprises d'au moins 300 salariés.

Lors des concertations, l'UNSA avait demandé que l'index senior s'applique dans les entreprises de plus de 10 salariés. Pour l'UNSA, ces mesures en l'état ne suffiront pas à agir concrètement sur



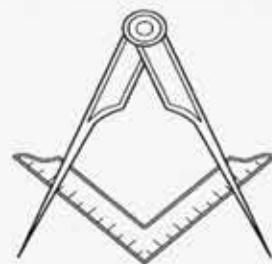
les politiques d'emploi des seniors peu vertueuses chez certains employeurs. En l'état, la pénalité ne s'applique qu'en cas d'absence de publication de l'index. Notre organisation souhaitait qu'elle s'applique également en cas de non atteinte ou amélioration des indicateurs, on encore en cas de non-respect des obligations de négociations. Pour l'UNSA, il aurait également fallu rendre obligatoire la négociation sur l'emploi des seniors dans les entreprises au-dessus de 50 salariés. S'agissant de l'obligation de négocier un volet sur l'emploi des seniors dans le cadre de la négociation sur la gestion des emplois et des parcours professionnels (GEPP), l'UNSA souhaite que cette obligation soit appliquée à toutes les entreprises de plus de 50 salariés.

EXPÉRIMENTATION D'UN CDI SENIORS

Le texte définitif invite les partenaires sociaux à négocier un **accord national interprofessionnel (ANI)** avec des mesures visant à favoriser l'emploi des seniors demandeurs d'emploi de longue durée. En l'absence d'ANI conclu avant le 31 août 2023, une expérimentation de CDI seniors serait menée et les modalités d'application seraient renvoyées à des accords de branche.

Ce contrat serait exonéré de cotisation familiale la première année. Cette exonération serait compensée "par la création d'une taxe additionnelle sur les tabacs"

CETTA



LA FORCE D'UNE EQUIPE AU SERVICE DE VOS PROJETS



TRAVAUX DE PEINTURE & RÉNOVATION

PEINTURES INTÉRIEURES
PEINTURES DÉCORATIVES
AGENCEMENT
FAÇADES

Port : 06 21 30 40 16

Mail : contact@cetta.eu

Pour l'UNSA, l'amélioration de l'emploi des seniors ne passe par des contrats de travail spécifiques qui engendreraient des effets d'aubaine. Pour améliorer le taux d'emploi de seniors, il faut que les employeurs mettent en place de réelles politiques de formation, de maintien dans l'emploi, d'amélioration des conditions de travail, etc. Il faut donc de véritables négociations dans les entreprises. L'UNSA n'est par ailleurs pas favorable aux exonérations de cotisations sociales, car même si elles sont compensées, elles affaiblissent le financement de notre système de protection sociale. Il est par ailleurs assez paradoxal de faire une réforme des retraites qui vise à augmenter les recettes de la sécurité sociale tout en proposant des baisses de cotisations.

CONTRIBUTION SUR LA MISE À LA RETRAITE

A compter du 1er septembre 2023, les contributions seront harmonisées à 30 % en cas de rupture conventionnelle ou de mise à la retraite à l'initiative de l'employeur (contre 20% auparavant).

Dont acte. Cette mesure doit éviter les effets d'aubaine pour les entreprises. L'UNSA sera attentive à l'efficacité réelle de cette mesure sur le maintien dans l'emploi des salariés les plus expérimentés.

MODIFICATION DU CALCUL DES COTISATIONS AT-MP

Un décret prévoira que les modalités de calcul du taux de cotisation permettent la mutualisation entre les entreprises des coûts liés aux maladies professionnelles. L'objectif est de favoriser l'emploi des salariés âgés. Un arrêté doit étendre ce dispositif au régime des salariés agricoles.

Dont acte. L'UNSA sera attentive à l'efficacité réelle de cette mesure.

OBJECTIF D'AMORTISSEMENT DE LA DETTE SOCIALE

La dette restant à amortir par la caisse d'amortissement de la dette sociale (CADES) sera fixée en 2023 à 17,7 Md€.

En faisant assumer à la Sécu les conséquences de mesures Covid qui ne



lui incombait pas, et en transférant la dette à la Cades (Caisse d'amortissement de la dette sociale), le gouvernement a privé la sécurité sociale de ressources supplémentaires.

Pour l'UNSA la renégociation de la dette Covid et l'étalement du remboursement de la dette sociale aurait permis de dégager des marges financières pour la sécurité sociale de l'ordre de 7 à 8 milliards d'euros par an.

SOLDE DE LA BRANCHE AT/MP

La loi prévoit de revoir à la baisse le solde de la branche Accidents du Travail / Maladies Professionnelles (AT-MP) pour financer les nouvelles mesures votées par le Senat.

Celui-ci, s'établirait à 1,4 Md€ d'euros en 2026 contre 2,1 Md€ prévus.

À partir de 2024, la branche verrait le niveau de ses cotisations baisser au bénéfice de la branche vieillesse, puis de nouveau en 2026.

Pour l'UNSA, cette disposition permet au gouvernement de piocher dans une poche pour remettre dans une autre. Notre organisation a déjà eu l'occasion de dénoncer les importants excédents de la branche AT-MP qui selon nous, devraient servir à financer des politiques de prévention beaucoup plus ambitieuses pour les travailleurs.

Ce dont la France est encore très loin ! Le gouvernement joue une fois de plus bonneteau.

ETANCHE+

l'étanchéité sans compromis

www.etancheplus.com



Jean-Claude COUDENE
Gérant

06 65 10 21 12
direction@etancheplus.com

ZI 1893 Chemin de Saint Gens 84200 CARPENTRAS *contact@etancheplus.com*



Cergy & Cormeilles-en-Parisis

PERMIS B

Boîte automatique & manuelle
> Conduite accompagnée & supervisée !

CODE + CONDUITE EN ACCÉLÉRÉ

Financement CPF possible !

 09 83 93 84 84 / 06 58 23 90 85

 www.maxiconduite-autoecole.com

Année de naissance	Nouvel âge légal	Trimestres exigés après réforme	Trimestres exigés avant réforme	Nombres de trimestre supplémentaires demandés
1960	62 ans	167	167	0
1 ^{er} janvier au 31 août 1961	62 ans	168	168	0
01/09/1961 au 31/12/61	62 ans et 3 mois	169	168	1
1962	62 et 6 mois	169	168	1
1963	62 et 9 mois	170	168	2
1964	63 ans	171	169	2
1965	63 et 3 mois	172	169	3
1966	63 et 6 mois	172	169	3
1967	63 et 9 mois	172	170	2
1968	64 ans	172	170	2
1969	64 ans	172	170	2
1970	64 ans	172	171	1
1971	64 ans	172	171	1
1972	64 ans	172	171	1
1973	64 ans	172	172	0

RELÈVEMENT DE L'ÂGE LÉGAL DE DÉPART À 64 ANS ET ACCÉLÉRATION DU CALENDRIER DE RELÈVEMENT DE LA DURÉE D'ASSURANCE

Le report de l'âge légal et l'accélération du calendrier de l'augmentation de la durée de cotisation est au cœur de cette réforme. Ainsi l'âge légal de départ en retraite sera porté progressivement à **64 ans à raison de 3 mois supplémentaires par génération à partir du 1er septembre prochain.**

Ce nouvel âge légal sera atteint en 2030 pour les assurés nés à partir de 1968. En ce qui concerne la durée de cotisation, les 43 annuités obligatoires seront requises dès 2027 (génération 1965) au lieu de 2035 (génération 1973).

En ce qui concerne les catégories actives de la fonction publique le relèvement de l'âge légal d'ouverture des droits est également augmenté de 2 ans soit de 57 à 59 ans, et de 52 à 54 ans pour les catégories dites "super-actives".

La loi prévoit en outre la portabilité de droits acquis en service actif ou super-actif pour les agents ayant effectué dix ans dans un emploi classé en catégorie active ou super-active en tant que contractuel.

CENSURÉ

Les enseignants pourront partir en retraite sans attendre la fin de l'année scolaire.

Pour l'UNSA, le recul de l'âge légal de départ et l'accélération de la durée de cotisation sont des mesures injustes, injustifiées et brutales. L'UNSA a proposé une multitude de solutions pour financer le système de retraites (augmentation de 1 point des cotisations employeurs, amélioration du taux d'emploi des seniors, réduction des inégalités hommes/femmes, etc.). Toutes ont été balayées d'un revers de main par le gouvernement !

DÉPARTS ANTICIPÉS AVEC UN RELÈVEMENT DE L'ÂGE DE DÉPART À 64 ANS

A compter du 1er septembre 2023, la réforme prévoit une disposition générique concernant

RÉPARS

PHONES 

Besoin de faire réparer
votre smartphone
ou votre tablette ?

 **On est là pour vous.**

-15%
si vous habitez
dans le 51

34 rue du marechal Foch
51400 MOURMELON LE GRAND
E-mail : stephremois@hotmail.fr

07 84 50 63 00
www.reparphones51.fr

**TRAVAUX
PUBLICS**



**STP
SAS**

06 17 55 57 95
sas.stp@gmail.com

87, rue du Romain
68200 MULHOUSE



les départs anticipés pour carrière longue, pour retraite progressive et pour raisons liées à l'état de santé, au handicap ou à l'incapacité permanente des assurés.

Les victimes d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle pourront partir en retraite pour incapacité à 60 ans. Les travailleurs handicapés pourront partir à compter de 55 ans sous conditions.

Les départs anticipés au titre du compte professionnel de prévention (C2P) ne pourront intervenir plus de 2 ans avant l'âge légal de 64 ans. L'invalidité et l'inaptitude ouvriront droit à un départ anticipé à un âge qui sera fixé par décret.

Le dispositif de carrières longues est adapté. Ceux qui ont commencé à travailler :

- avant 16 ans pourront partir à 58 ans,
- entre 16 et 18 ans pourront partir à partir de 60 ans,
- entre 18 et 20 ans pourront partir à partir de 62 ans.

- entre 20 et 21 ans pourront partir à partir à 63 ans.

Le délai de rachat des trimestres d'études supérieures ou de stage en entreprise sera allongé. La prise en compte du rachat des trimestres d'apprentissage dans le dispositif carrières longues sera désormais possible. Les trimestres acquis au titre de l'assurance vieillesse du parent au foyer (AVPF) seront pris en compte pour le bénéfice de la retraite anticipée pour carrière longue, dans une limite de 4 trimestres.

Les conditions d'accès à la retraite anticipée des travailleurs handicapés seront assouplies par un abaissement du taux d'incapacité de 80 % à 50 %, et en ne gardant que la condition se rapportant aux trimestres cotisés.

Les assurés ayant obtenu au moins 1 trimestre de majoration de durée d'assurance au titre de la maternité, de l'adoption ou de l'éducation des enfants et justifiant de la durée d'assurance requise pour l'obtention du

SUSHI • GRILL

WOK • SALADES



Le Bouddha

MIDI SEMAINE

Du lundi au vendredi
Hors mercredi

14€⁹⁰

SOIR SEMAINE

Du dimanche au jeudi
Hors mercredi

19€⁹⁰

MIDI WEEK-END ET FÉRIÉS

Samedi, dimanche
et jours fériés

19€⁹⁰

BUFFET À VOLONTÉ

Fermé le mercredi

2, av. Fontfrège - 13420 Gémenos

04 88 39 25 15 - 06 06 96 86 86

www.restaurant-le-bouddha.com

lebouddha13420@gmail.com

SOIR WEEK-END ET FÉRIÉS

Vendredi, samedi
et jours fériés

23€⁹⁰



S.A.R.L. COSTE

Couverture Neuf & Restauration • Zinguerie & Etanchéité
Isolation des Combles - Travaux de Charpente - Pose Velux

DEVIS GRATUIT

☎ 04 70 29 30 45 / 04 70 29 06 05 / 06 80 30 10 82

51 rue René Viviani - 03100 MONTLUÇON

www.coste-couverture.fr



CARROSSERIE

PEINTURE

CARROSSERIE
AZUR



MÉCANIQUE

PNEUMATIQUE

Tél : 04 93 78 10 93

06190 ROQUEBRUNE CAP MARTIN

taux plein à 63 ans pourront ouvrir des droits à surcote dès cet âge (jusqu'à 5 %).

L'UNSA reste opposée à tout recul de l'âge de départ à la retraite. Cette opposition est valable quelle que soit la situation du travailleur.

Ces quelques mesurette ne résolvent pas la question de l'injustice de cette réforme. Car dans les faits, tout le monde va devoir travailler plus longtemps !

Fixation d'un minimum de 2 trimestres de majoration de durée d'assurance au titre de l'éducation des enfants au bénéfice de la mère.

Aujourd'hui il existe au bénéfice de l'un ou l'autre des 2 parents assurés sociaux une majoration de durée d'assurance de 4 trimestres attribués pour chaque enfant mineur au titre de son éducation pendant les 4 années suivant sa naissance ou son adoption. Cette réforme assurera désormais 2 trimestres minimum à la mère.

Les femmes sont les plus pénalisées en matière de retraites, et notamment en raison des interruptions de carrières pour maternité. Malheureusement le gouvernement n'a rien prévu en matière d'alignement de ces droits pour que le secteur public bénéficie des mêmes dispositions que le secteur privé.

PRÉVENTION ET RÉPARATION DE L'USURE PROFESSIONNELLE

Concernant le compte personnel de prévention (C2P), le texte prévoit :

- La suppression du plafonnement du nombre de points pouvant être acquis par un salarié,
- La modulation du nombre de points acquis en fonction du nombre de facteurs auxquels il est exposé,
- La création d'un financement en vue d'une reconversion professionnelle,
- La revalorisation du point pour chacune des utilisations possibles (formation, temps partiel et départ anticipé à la retraite).

Le texte prévoit par ailleurs de plafonner la mobilisation de points pour passer à temps partiel avant le soixantième anniversaire du salarié.

S'agissant de la pénibilité, l'UNSA a toujours milité pour que les 4 critères de pénibilité supprimés en 2017 (vibrations mécaniques, charges lourdes, exposition à des produits chimiques et postures pénibles) soient réintégrés au dispositif C2P. Aujourd'hui, et malgré les atteintes que provoquent ces phénomènes sur l'état de santé des travailleurs exposés, le gouvernement refuse cette demande.

Par ailleurs l'UNSA n'est pas favorable au plafonnement des points pour accéder au temps partiel avant 60 ans. Les salariés sont les seuls à même de pouvoir juger de leurs capacités de travail.

Pour les salariés soumis aux critères de pénibilité ergonomique (vibrations mécaniques, charges lourdes, et postures pénibles) une visite médicale sera organisée entre 60 et 61 ans. Si l'état de santé du salarié le justifie, le professionnel de santé au travail l'informe de la possibilité d'être reconnu inapte au travail et de la possibilité de bénéficier d'un départ anticipé.

Alors que ces critères de pénibilités ont des conséquences sur l'espérance de vie le gouvernement a décidé de ne pas en tenir compte. Pour pouvoir partir en retraite anticipé il faudra être déclaré malade. Pour l'UNSA c'est inacceptable !

Pour les victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles qui se seront vues reconnaître une incapacité :

- Supérieure ou égale à 20 % : maintien de l'âge de départ en retraite anticipée à 60 ans pour incapacité permanente.
- Permanente compris entre 10 et 19 % + une durée d'exposition à des facteurs de pénibilité d'au moins 5 ans, possibilité de prétendre à un départ à 62 ans.

La loi crée un fonds d'investissement dans la prévention de l'usure professionnelle (Fipu) doté de 200 millions d'euros par an sur 5 ans. Il est destiné à participer au financement par les employeurs d'actions de sensibilisation, de prévention, de formation, de reconversion et de prévention de la désinsertion professionnelle à destination des salariés particulièrement exposés aux facteurs de risques dits ergonomiques, manutentions manuelles de charges, postures pénibles et vibrations mécaniques. Ce fond sera financé par la branche AT/MP.

CENSURE

TERROIR D'ANCENIS

Atelier de découpe et produits élaborés



EURL GALLAIS
7 rue Ville Jolie 44540 ST MARS LA JAILLE
Tél : 06 73 95 25 50
Email : terroirdancenis@hotmail.fr



**Travaux de démolition de bâtiments
à Lille dans le Nord**

8 bis Rue du Bazinghien - 59000 LILLE
Tél. : 06 60 73 34 00

www.demolition-service-plus.com



**FAST FOOD
CAFÉ
ÉVÈNEMENTS**

48, rue Alexandra David Neel | 84140 MONTFAVET

09 72 57 42 76

RETROUVEZ NOUS SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX   



Investir dans la prévention est une demande forte de l'UNSA. Mais pourquoi faire ? Comment ? Avec quel contrôle sur l'efficacité des actions qui seront mises en place ? L'UNSA attend des précisions et demande d'ores et déjà que des évaluations sérieuses soient prévues dans le processus.

Un autre fonds vise à prendre en compte la situation particulière des soignants, en concourant au financement d'actions de sensibilisation et de prévention de l'usure professionnelle et de dispositifs d'organisation du travail permettant l'aménagement de la fin de carrière dans les établissements de santé, les centres d'accueil et de soins hospitaliers et les établissements médico-sociaux publics. Il sera doté de 30 millions d'euros en 2023, puis de 100 millions d'euros par an.

L'UNSA souhaite que les organisations syndicales représentant les personnels puissent être pleinement associés à l'administration de ce fonds.

La loi prévoit en outre la portabilité des droits acquis en services actif ou super-actif pour les agents ayant effectué dix ans dans un emploi classé en catégories active ou super-active en tant que contractuel.

REVALORISATION DES PETITES PENSIONS

La loi prévoit un objectif de pension minimale d'au moins 85 % du Smic net pour les assurés ayant effectué une carrière complète cotisée sur la base d'un Smic.

Après de multiples revirements le gouvernement a indiqué que seulement moins 40.000 personnes par an seront concernées par cette mesure.

L'UNSA revendique une pension au SMIC pour une carrière complète au SMIC.

Les trimestres d'assurance vieillesse du parent au foyer (AVPF) pourront être pris en compte comme des trimestres cotisés.

Les pensions du régime général des retraités actuels, qui auront été liquidées avant le 1er septembre 2023 seront revalorisées d'un montant défini par décret (a priori 100 €/mois pour les assurés ayant cotisé une carrière complète).

Une majoration s'appliquera aux retraités qui ont cotisé au moins 120 trimestres.

Pour les assurés éligibles mais ne présentant pas une carrière complète, la majoration sera proratisée en fonction du nombre de trimestres cotisés.



Création, entretien et aménagement de votre jardin dans le 83 et le 13



Jade Espaces verts situé à Saint Maximin La Sainte Baume vous conseille et réalise selon vos goûts, vos souhaits et votre terrain l'aménagement de votre jardin : plantation de fleurs, de massifs, de pelouse, d'arbustes, d'arbres fruitiers, d'arbres d'ombrage, de haies... et la décoration extérieure : rocaille, muret en pierres sèches, plages ou terrasses en bois, cascade...

280 Allée Marcel Pagnol, 83470 Saint-Maximin-la-Sainte-Baume
04 98 05 84 20 - contact@jadeespacesverts.com

www.jadeespacesverts.com



monsieur
meuble
C'est tout ce que madame aime.



**CHAÎNE DE MOBILIER POLYVALENT
(CANAPÉ CONVERTIBLE, LIT TIROIR)
ET SOLUTIONS DE RANGEMENT
POUR PETITS ESPACES.**



66 Bd du Général de Gaulle,
06340 LA TRINITÉ
04 97 00 10 35



Comptoir des Pains

BOULANGERIE - PÂTISSERIE - CONFISERIE - SNACKING

04 67 88 10 22

comptoirdespains.picquenard@gmail.com

4 Avenue du Président Wilson
34800 CLERMONT L'HERAULT



**GOLDEN
WOK**

BUFFET À VOLONTÉ

JAPONAIS - CHINOIS - FRUITS DE MER - DESSERTS



OUVERT 7/7 JRS
HORAIRES DES BUFFETS
DE 12H À 14H45 ET 19H À 22H45

TÉL. : 01 41 71 88 88
3, RUE DE PARIS 93000 BOBIGNY
WWW.GOLDENWOK.FR



SARL BERNIND TERRASSEMENT

BERNIND Christophe

Terrassement, assainissement, VRD, clôtures...
9 Sente du bois
78660, Prunay en Yvelines

06.31.33.51.18
christophe.bernind@free.fr
www.bernind-terrassement.fr

Les enfants dont les parents décédés étaient affiliés au régime général pourront bénéficier d'une pension d'orphelin.

En outre, les orphelins souffrant d'un handicap supérieur à 80 % avant 21 ans pourront bénéficier d'une pension de réversion quel que soit leur âge sous condition de revenus.

VALIDATION POUR LA RETRAITE DE PÉRIODES ASSIMILÉES POUR CERTAINS STAGES DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Prise en compte des périodes issue des contrats TUC (travaux d'utilité collective) dans le calcul de la pension de retraite.

L'UNSA portait cette revendication car la non prise en compte de ces périodes travaillées était une injustice.

BONIFICATION DE LA DURÉE D'ASSURANCE POUR LES SAPEURS-POMPIERS VOLONTAIRES

Les assurés ayant accompli au moins 10 années de service, continues ou non, en qualité de sapeur-pompier volontaire ont droit à des trimestres supplémentaires pris en compte pour la détermination du taux de calcul de la pension et la durée d'assurance.

CRÉATION D'UNE ASSURANCE VIEILLESSE POUR LES AIDANTS (AVA), À PARTIR DU 1ER SEPTEMBRE 2023

Le périmètre de l'AVA sera élargi aux parents d'un enfant en situation de handicap ayant un taux d'incapacité inférieur à un taux fixé par décret et éligible à un complément de l'allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH), aux aidants ne cohabitant pas avec la personne aidée et aux aidants n'ayant pas de lien familial avec la personne aidée.

AMÉLIORATION DES TRANSITIONS ENTRE L'ACTIVITÉ ET LA RETRAITE

Le cumul emploi-retraite sera dorénavant créateur de droits à retraite. Cette disposition sera applicable sous réserve d'un délai de carence de 6 mois après liquidation de la première pension lorsque l'emploi est repris auprès du dernier employeur.



Le dispositif de retraite progressive sera ouvert à la fonction publique. L'ouverture du droit à la retraite progressive est fixée à un âge qui sera déterminé par décret et selon une durée d'assurance déterminée par décret également.

L'UNSA portait cette revendication depuis de nombreuses années.

DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES POUR MAYOTTE

Revalorisation des pensions de retraite à Mayotte Les pensions de vieillesse servies par le régime mahorais, ayant pris effet avant le 31 août 2023, sont majorées à titre exceptionnel au 1er septembre 2023 d'un montant forfaitaire fixé par décret.

Lorsqu'elles ont été liquidées à taux plein, les pensions de vieillesse personnelles servies par le régime mahorais, ayant pris effet avant le 31 août 2023, sont assorties d'une majoration, dont le montant est défini par décret.

Les salaires portés au compte avant le 1er septembre 2023 servant au calcul du salaire annuel moyen sont revalorisés à titre exceptionnel pour les pensions prenant effet à compter du 1er septembre 2023, dans des conditions fixées par décret.

- Revalorisation de l'Aspa à Mayotte Le montant maximum de l'allocation spéciale pour les personnes âgées est revalorisé à titre exceptionnel à compter du 1er septembre 2023 d'un montant forfaitaire fixé par décret.



**MAO BALAYAGE SERVICES
TRAVAUX PUBLICS**



NOS SERVICES S'ADAPTENT A TOUS VOS CHANTIERS

DEVIS

LOCATIONS
AVEC OU SANS CHAUFFEUR
PRESTATIONS BALAYAGE

TOUTES DUREES
FORFAIT | UN JOUR | UNE SEMAINE | UN MOIS



VISITE TECHNIQUE

ETUDES
VISITES CHANTIERS
VISITES DE SITES



NOTRE PARC :

215 ENGINES TP **5** BALAYEUSES **3** RABOTEUSES

1025 Route de Gardanne - 13290 AIX EN PROVENCE
Devis Gratuit : 06 65 51 12 70
E-mail : contact@mbstp.fr - www.mbstp.net

**TRANSPORTS
LEFEBVRE-BOCHARD**
tapis-taut-bennes



3 rue du Coquis - 80400 Bacquencourt
03.22.78.78.78 - Fax : 03.22.78.89.88
lefebvre-transport@wanadoo.fr



Gilles Brun
06 31 27 77 28

210 av. de la Garrigue 84700 Sorgues
Tél. **09 62 23 05 62** fax **04 90 14 93 38**
bt-construction@orange.fr



Nous sommes votre partenaire pour tout projet de construction
Villas sur mesure

www.kosudconstruction83@gmail.com



Café Théâtre / Restaurant

Tél. : 02 99 78 39 93

3 Esplanade Julie-Rose Calvé
35000 RENNES

www.le-bacchus.com

SOLMARK
TOUS MARQUAGES AU SOL

industriels • routiers spéciaux • Gymnases etc...

06 10 55 15 56 • danielcorgier@sfr.fr
www.solmark-lyon.com

Z.A. de la Gare - 80, allée des voyageurs
69870 LAMURE SUR AZERGUES



2 Cours Gambetta
33400 TALENCE



Tél. 05 35 40 45 41

LE CAFÉ DE L'HORLOGE
• MANGER • BOIRE • PARTAGER •
DEPUIS 1889

*Les jardins
de
Mouans*

DEVIS GRATUIT

Entretien Création Débroussaillage Gazon synthétique

06 21 01 43 78
boss.ugo@outlook.fr

32 allée des cèdres
06370 Mouans-Sartoux

LES MILITANTS ET MILITANTES UNSA FINANCES DANS L'ACTION CONTRE LA RÉFORME **DES RETRAITES**



UFR
UNITE FRATERNELLE DES REGIONS
MA VIE, MA MUTUELLE



Particuliers / Entreprises

Santé | Prévoyance | Décès

www.groupe-ufr.fr

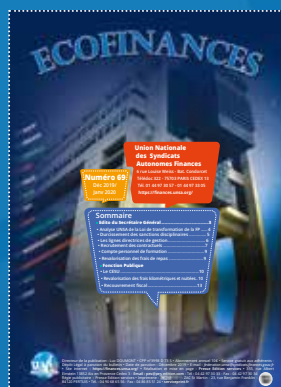
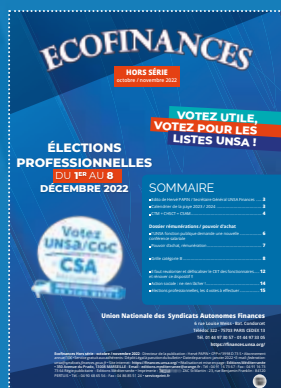
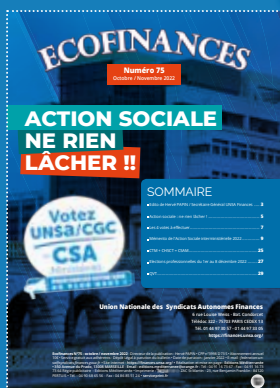
0810 120 121

Service 0,15 € / min
+ prix appel





ILS NOUS FONT **CONFIANCE** DEPUIS DES ANNÉES



EM
Les Editions Méditerranée



ACTEUR
DES ENERGIES
DE LA TERRE

Bionerval 
SARIAGroup

Solutions de collecte
et de valorisation
des biodéchets

Bionerval Hauts-de-France S.A.S.

1, rue la Couture - 60400 Passel

Tél. : 0 810 246 429

www.bionerval.fr





Inflation et pouvoir d'achat la revalorisation de nos rémunérations ne peut plus attendre !

“

Même si le dossier des retraites a accaparé l'attention et nos actions ces derniers mois, la question du pouvoir d'achat et de la revalorisation du point d'indice des fonctionnaires reste une priorité pour l'UNSA.

Dès la reprise du dialogue social au niveau fonction publique, il est impératif que se tienne la négociation sur les rémunérations des fonctionnaires et que la hausse du point d'indice soit au centre de ces discussions.

Avec une inflation des produits alimentaires de 15% en un an et une inflation globale galopante, nous ne pourrions nous contenter de miettes.

C'est pourtant ce qu'à exprimé Stanislas Guérini dans une interview récente. Il souhaite centrer les débats sur la hausse des plus faibles rémunérations de la grille fonction publique et ignorer l'ensemble des agents et cadres.

L'UNSA n'accepte plus ces logiques qui, sous prétexte des bas salaires et de la réforme de la haute fonction publique, réfutent la nécessité des augmentations générales du point d'indice et créent des tassements de grilles intolérables et oublient la revalorisation des grilles des B et des A.

A l'UNSA, nous sommes toujours sur notre exigence :

- de 10% de revalorisation des rémunérations (point d'indice général).
- de 10% de revalorisation de la valeur des journées CET payées
- de 10% de revalorisation des frais kilométriques et de nuitées pour les déplacements professionnels.

Dans nos ministères, nous sommes toujours en demande d'une revalorisation indemnitaire et de l'augmentation du titre restaurant à 8 euros.

En juin, doit se tenir un groupe de travail sur les carrières, les promotions et l'attractivité des métiers au sein de nos ministères.

**L'UNSA demande que ce dossier soit prioritaire avec celui
des conditions de travail et de l'organisation du travail.**

**Inflation sur l'alimentation supérieure à 15 %, le point
d'indice et les rémunérations des agents doivent être
revalorisés urgemment**

15,9 %

Inflation sur les produits alimentaires
d'avril 2022 à mars 2023

/

10 %

Revalorisation du point d'indice revendiquée
par l'UNSA FP

ESPACE DE TRAVAIL : L'UNSA FONCTION PUBLIQUE DÉPOSE **UN RECOURS** POUR **EXCÈS DE POUVOIR**

L'UNSA Fonction publique vient de déposer, le 7 avril 2023, un recours pour excès de pouvoir contre deux actes réglementaires de la première ministre visant à réduire et modifier profondément les espaces de travail dans la fonction publique sans aucun dialogue social.

L'UNSA Fonction publique dénonce la méthode et le contenu de la nouvelle doctrine d'occupation des immeubles tertiaires de l'Etat. La première ministre a signé le 8 février 2023 une circulaire dont l'objectif est d'instituer une nouvelle norme d'occupation des surfaces. Ce nouveau ratio d'optimisation immobilière n'a fait l'objet d'aucun dialogue social alors que son application va impacter fortement l'organisation du travail et les conditions de travail des agents.

Cette nouvelle norme n'a pas non plus fait l'objet d'une étude d'impact sur la santé des agents alors que toutes les études démontrent l'impact de l'organisation du travail et des conditions de travail sur la santé. Elle ne prend également pas en compte la directive européenne relative à l'évolution des conditions de travail. Elle s'applique dès à présent aux nouveaux projets immobiliers en construction ou rénovation, aux acquisitions et prises à bail via les nouvelles conventions d'utilisation dès l'entrée en vigueur de l'arrêté modifiant l'article 5 (ratio d'occupation) du modèle type de convention, ledit arrêté a été publié le 3 mars 2023.

AVANT 2023

Avant cette circulaire du 8 février 2023 le droit existant reposait sur une circulaire du 16 janvier 2009 relative à la politique immobilière de l'Etat. Plusieurs typologies de surfaces y étaient retenues. La

surface utile nette (SUN) qui correspond aux surfaces de bureau, de réunion et des annexes de travail était la base de calcul de la performance immobilière. La mesure des effectifs s'effectuait de plusieurs façons via les équivalents temps plein (ETP) et les équivalents temps pleins travaillés (ETPT) et à partir du poste de travail qui regroupait l'ensemble des moyens mis à disposition dans l'immeuble (bureau, classement, mobilier et connexion, il peut être vide et non affecté). Plusieurs ratios étaient utilisés par l'Etat mais le ratio des 12 m2 SUN par poste de travail était devenu la norme d'occupation inscrite dans cette circulaire bien que diversement appliqué.

APRÈS 2023 ET LA PUBLICATION DE LA CIRCULAIRE

La nouvelle doctrine de réduction des surfaces utilisées par l'Etat redistribue les surfaces entre les m2 affectés aux postes de travail individuel et ceux affectés à d'autres espaces et par une mutualisation partielle ou totale des postes de travail individuels ou d'un service. Un nouveau ratio unique normatif d'optimisation immobilière permet désormais d'englober la totalité non seulement les espaces de bureau mais aussi les espaces et locaux supports et fonctionnalités qui leurs sont directement associés (y compris les espaces de restauration, les couloirs, les surfaces d'accueil des usagers, etc.). La notion de résident devient centrale, c'est une personne utilisatrice régulière et pérenne du bâtiment en prenant en compte le temps de présence réelle dans le bâtiment.

Ainsi le nombre de résidents ne préjuge pas du nombre de postes de travail. La SUN est abandonnée au profit de la SBA (surface de bureaux aménageables). Elle englobe

désormais des surfaces exclues de la SUN qui peuvent accueillir des positions de travail ou leur dégagement. La notion de bureau devient celle des locaux accueillant des activités administratives ou intellectuelles et n'a plus le sens de poste de travail.

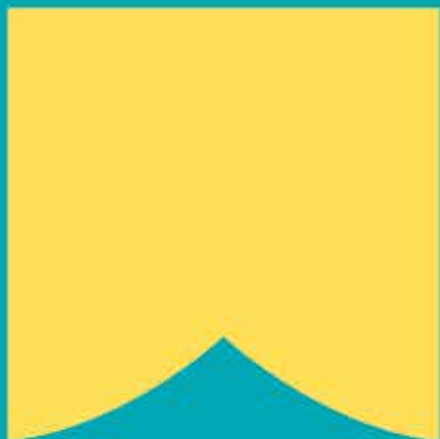
La position de travail devient la notion relative aux occupations et vient se substituer à celle de poste de travail. C'est un emplacement où un agent dispose d'une connectivité (filaire ou non), d'un éclairage et d'une assise lui offrant des conditions de confort, d'ergonomie et de sécurité permettant de travailler au moins une demi-journée en continu.

CONCLUSION

Les changements opérés par cette circulaire sont majeurs et s'orientent vers une densification des espaces de travail et une mutation même du travail et probablement des règles de protection de la santé des agents.

Pour l'UNSA Fonction publique, les déterminants de la santé au travail doivent faire l'objet d'un dialogue social renforcé car ces déterminants sont la clé de la prévention en santé et sécurité au travail des agents de la fonction publique. Fixer une nouvelle norme sans concertation dans ce domaine contredit non seulement le plan santé au travail et ses recommandations sur la prévention mais aussi la volonté affichée d'élaborer un nouveau pacte dans ce domaine.

Quand on a plusieurs vies, on attend de sa mutuelle qu'elle les protège toutes



Santé



Prévoyance



Maintien de salaire



Action sociale



Services



mgefi.fr

AGENTS DU SERVICE PUBLIC

DÉCOUVREZ NOS ASSURANCES ADAPTÉES À VOS BESOINS.

REJOIGNEZ NOS PLUS DE 3,5 MILLIONS DE SOCIÉTAIRES



ENGAGÉS POUR LE COLLECTIF
ASSURÉMENT HUMAIN

